**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT**

ÉTAIENT PRÉSENTS: Mme CLAUDETTE JOURNAULT, présidente,
Mme GISÈLE GALLICHAN, commissaire.

**AUDIENCE PUBLIQUE
SUR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN ACCÈS À L'ÎLE RENÉ-LEVASSEUR
PAR KRUGER (SCIERIE MANIC) INC.**

DEUXIÈME PARTIE

VOLUME 2

Séance tenue le 16 octobre 2002, à 19h 30

Hôtel Le Manoir

Salle Cartier

Baie-Comeau

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DU 16 OCTOBRE 2002

SÉANCE DE LA SOIRÉE

MOT DE LA PRÉSIDENTE 1

PRÉSENTATION DES MÉMOIRES

CLD DE MANICOUAGAN

VILLE DE BAIE-COMEAU

CHAMBRE DE COMMERCE DE BAIE-COMEAU..... 1

M. Pierre Rousseau

M. Patrick Ferrero

UNION QUÉBÉCOISE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE 9

M. Serge Paré

M. Louis Bélanger (par téléphone)

REPRISE DE LA SÉANCE

MOUVEMENT AU COURANT..... 24

M. John Burcombe (par téléphone)

RÉPONSES AUX QUESTIONS PAR LE PROMOTEUR 29

MOT DE LA FIN 34

SÉANCE DU 16 OCTOBRE 2002
SÉANCE DE LA SOIRÉE
MOT DE LA PRÉSIDENTE

5 **PAR LA PRÉSIDENTE:**

Alors bonne soirée tout le monde, bienvenue à la deuxième séance de la deuxième partie de l'audience publique portant sur le projet d'aménagement d'un accès à l'île René-Levasseur par Kruger.

10

Alors ce soir, il y a trois (3) inscriptions confirmées. Je rappelle qu'il y a un droit de rectification; ce droit de rectification est donné à toute personne, groupe ou organisme qui veut rectifier un fait et non une opinion. Alors vous pouvez le faire en vous inscrivant au registre, et nous vous appellerons pour rectifier les faits.

15

Maintenant, si vous avez à rectifier ou à compléter une information à la suite d'une rectification, vous devez le faire par écrit.

20

PRÉSENTATION DES MÉMOIRES
CLD DE MANICOUAGAN
VILLE DE BAIE-COMEAU
CHAMBRE DE COMMERCE DE BAIE-COMEAU

25

PAR LA PRÉSIDENTE:

Nous invitons le CLD de Manicouagan, Ville de Baie-Comeau et la Chambre de commerce de Baie-Comeau, s'il vous plaît.

30

PAR M. PIERRE ROUSSEAU:

Bonsoir madame la Présidente, madame la Commissaire.

35

Pierre Rousseau, président du CLD, accompagné de monsieur Patrick Ferrero, président de la Chambre de commerce de Baie-Comeau.

40

La Ville de Baie-Comeau, par son processus électoral, ne pourra pas être présente avec nous ce soir, mais a participé à la rédaction et à la préparation du mémoire qu'on vous a déposé.

J'ai pas l'intention d'en faire une lecture exhaustive, mais de vous souligner certains points qu'on veut peut-être porter à votre attention de façon particulière, qui pourront peut-être faire l'élaboration d'un questionnaire.

45 Nos trois (3) intervenants, la Ville, la Chambre de commerce et nous, on s'est réuni pour
vous présenter de façon conjointe un mémoire; ça fait suite à un consensus dans le cadre du
développement économique qu'on travaille depuis plusieurs années dans la région, et puis de
façon régulière, dans les cadres d'audiences, on a participé de façon commune à des dépôts de
50 mémoires, que ce soit d'autres audiences qui pouvaient toucher les études d'impact sur la
Toulnostouc, la SM3, etc. C'est d'un consensus depuis plusieurs années que dans le cadre du
développement économique qui est notre mission, on a travaillé ensemble.

Les partenaires, la Ville de Baie-Comeau, dans la MRC de Manicouagan, soixante-
55 quinze pour cent (75 %) de la population y réside, donc c'est un impact très important au niveau
humain, au niveau vie économique du secteur.

Le CLD de Manicouagan, c'est le Centre local de développement de Manicouagan, on
représente et on travaille avec au-dessus de mille deux cents (1200) entreprises de la région.
On comprend, pour nous, tout le territoire de la MRC et non strictement la ville de Baie-Comeau.
60 Donc c'est avec cette représentativité-là qu'on se présente à vous.

Et la Chambre de commerce qui, elle, compte plus de six cents (600) membres, travaille
bien sûr au développement de la collectivité, à l'amélioration de l'entrepreneuriat local, de façon à
ce qu'on puisse continuer à développer notre région et à agir comme catalyseur dans le
65 développement économique.

Donc les trois (3) partenaires vous ont été présentés!

70 Pour vous situer un petit peu dans le contexte économique dans lequel la région
Manicouagan maintenant évolue, je dirais depuis les dernières années, on vous indique dans
notre mémoire qu'on a eu une variation négative de plus de sept pour cent (7 %) de notre
population dans les cinq (5) dernières années.

75 Donc vous comprenez que c'est un impact majeur sur des communautés comme les
nôtres, un impact qui est grandissant également avec toute la décroissance qui est associée à
l'ensemble des services à donner à une population; qu'on pense à l'éducation, qu'on pense à la
santé, qu'on pense à différents services gouvernementaux offerts à la population.
Inévitablement, au moment où une population est en décroissance, ces services-là vont avoir un
impact décroissant dans les années à venir.

80 Donc c'est important pour nous d'avoir, et puis on y travaille depuis quelques années,
d'avoir un changement de tendance, d'inverser cette tendance-là, OK. Et cette tendance-là est
essentiellement due au fait que les grandes entreprises qui couvrent la région de la
Manicouagan ont fait des efforts de rationalisation et on n'a pas eu suffisamment d'entreprises
85 qui sont venues combler les pertes d'emplois.

Bien sûr, quand on regarde les statistiques par contre de la région, quand vous regardez
le taux d'occupation, le taux de chômage, il y a eu une régression du taux de chômage. Mais

90 cette régression-là du taux de chômage est essentiellement due, en bonne partie, au fait que la population a diminué, donc la population active n'a pas augmenté, dû au fait qu'effectivement, la population, je dirais de notoriété sur la Côte-Nord, quand on n'a plus d'emploi, bien, on réside pas sur la Côte-Nord sans emploi, on reste pas éventuellement sur le chômage sur la Côte-Nord, donc on se dirige vers les autres centres pour occuper notre vie.

95 Et puis la tendance également, au niveau de la rétention des jeunes et des personnes âgées, OK, dû au fait qu'on demeure ou qu'on travaille dans des régions éloignées, cette tendance-là, au moment de la retraite, au moment du sans emploi, bien, on se dirige encore vers d'autres régions, pour être plus près soit de la famille, soit des services, etc.

100 Notre activité économique de la région touche, est orientée essentiellement, au départ, vers quatre (4) grandes entreprises. Dans le domaine du bois, on a la papetière Abitibi Consol, avec sa division pâte et sa division forêt; on a la compagnie Alcoa dans le monde de l'aluminium; on a Cargill, qui est une société de transbordement de grains; et puis on a une autre entreprise, la dernière, qui est Scierie Manic, qui œuvre également dans le domaine forestier. Donc c'est la
105 trame de base de notre économie locale, et puis ça représente, ces quatre (4) grandes sociétés là représentent plus du quart des emplois de la MRC Manicouagan.

110 Donc aussitôt qu'il y en a une, une des entreprises qui, je dirais, touche de manière significative, soit par une rationalisation, une modernisation ou autre, un arrêt de travail, à sa main-d'œuvre, ça devient très difficile au développement et à la croissance de la région.

115 On a été chanceux, malgré le fait que la compagnie Kruger, dans les dix (10) dernières années, est venue s'installer dans la région, depuis les cinq-six (5-6) dernières années, effectivement, que la Kruger s'est installée dans la région, si on n'avait pas eu la création de ces emplois-là, le taux que l'on vous a parlé tantôt de population, une diminution de population et éventuellement l'augmentation du taux de chômage, mais la diminution de population aurait été accentuée, OK, parce que la modernisation qui s'est faite, on a pu la compenser en partie par la venue de cette entreprise-là. Donc ça a été important pour nous que Kruger, et on y a travaillé, les gens de la région y ont mis de l'énergie, pour qu'elle puisse venir s'installer chez nous, cette
120 entreprise-là.

125 Bien sûr, c'est de notoriété que la production de cette grande société-là est très peu consommée chez nous, est très peu transformée chez nous; quand on parle de deuxième et troisième transformations, il y a très peu d'objets qui se fait à l'intérieur des sociétés qu'on a parlé tantôt. La production s'en va essentiellement sur le marché de l'exportation.

130 Donc je dirais, c'est l'essence d'une région-ressource. Par contre, on travaille de plus en plus à sensibiliser ces grandes entreprises-là et à travailler avec eux sur des solutions, pour amener une certaine partie de seconde et de troisième transformations.

Mais pour réussir ces points-là, je dirais l'entrepreneurship qu'il faut, la graine d'entrepreneur qu'il faut pour réussir à embarquer dans des entreprises de seconde et de

135 troisième transformations, c'est un entrepreneurship qui est différent de celui du service. Nos entreprises, nos PME qui sont dans le milieu gravitent essentiellement dans le cadre de services à la grande entreprise, ont développé l'aspect services à la grande entreprise. On n'a pas développé beaucoup l'aspect manufacturier.

140 Donc lorsqu'on parle de seconde, troisième transformation, c'est beaucoup plus un secteur manufacturier, donc là, c'est une approche entrepreneuriale totalement différente. Parce que lorsqu'on est dans une entreprise de services, on répond à un besoin ou on vend un besoin, tandis que dans l'autre secteur, l'aspect entrepreneurial, c'est qu'on produit un bien qui lui va être mis sur une phase de commercialisation, sur une tablette ou dans l'achat, donc sur des marchés qui sont totalement différents. Donc l'approche entrepreneuriale est totalement différente.

145 Et puis ça, on espère que d'ici quelques années, on aura réussi à faire un changement de mentalité, pour qu'on puisse réussir ce phénomène-là.

150 Donc c'est sûr que le secteur du bois, pour nous, a été la base fondamentale de la fondation de la ville et puis demeure encore une activité très importante chez nous, et puis on espère qu'elle va le demeurer de façon très importante.

155 La compagnie Kruger même, lorsqu'elle est venue s'implanter en 1997, quelques éléments importants en termes de base économique, d'apport économique, c'est un investissement de près de soixante-dix millions (70 M\$). Donc dans un contexte de rationalisation comme la région pouvait être touchée, c'était très important. Et cent quinze (115) emplois en usine, près de quatre cents (400) emplois en forêt et en transport du bois, donc c'est un apport intéressant et un apport très très important.

160 L'entreprise a généré, depuis sa création, environ cent millions (100 M\$) de revenus, cent millions (100 M\$) de développement, de retombées économiques annuelles; donc sur une base de cinq (5) ans, environ cinq cent millions (500 M\$).

165 Et sur la base des statistiques du gouvernement du Québec, donc neuf cent soixante-dix (970) emplois directs et indirects sont générés par l'activité de la compagnie. Donc on peut voir que cet apport-là est très important pour les communautés de la MRC Manicouagan.

170 Bien sûr, à la lecture du document d'étude d'impact et puis des consultations, une partie des audiences qu'on a pu y assister également, l'étude d'impact porte essentiellement sur les rampes d'accès à l'île René-Levasseur.

Donc c'est dans ce contexte essentiellement de rampes d'accès de l'étude d'impact que nous, on vient vous présenter notre vue, la position des partenaires, et non dans un contexte de processus plus large d'analyse des méthodes d'opération et d'exploitation forestière.

175 Le promoteur a démontré, je vous dirais que le promoteur nous a démontré, à nous, à la lecture de l'étude d'impact et de la partie des audiences, que les méthodes de construction et

180 d'exploitation avaient des impacts résiduels très négligeables. Les mesures proposées d'atténuation et de vigilance du programme de suivi environnemental permettraient des résultats conformes je dirais à l'exploitation et conformes également aux exigences des différents ministères.

185 À la preuve, je dirais la dimension occupée par ces deux (2) rampes-là, qu'on nous indique de douze mètres (12 m) de largeur, et une de cent soixante-cinq (165 m) et deux cent cinquante mètres (250 m) de largeur, ça représente moins de un pour cent (1 %) de la superficie qui peut être couverte par l'île; donc c'est vraiment très, très, très petit pour les rampes, en termes de surface occupée.

190 De plus, la compagnie s'est engagée à prendre des mesures afin d'assurer qu'il n'y ait pas perte d'habitat; même si les surfaces touchées sont très restreintes, la compagnie en a même pris un engagement. Également, certaines mesures de mitigation, afin de limiter les impacts potentiels du projet.

Bon, l'ensemble de cette approche nous apparaît très réaliste dans l'aire.

195 Ce qu'il est important de souligner, c'est que même si, je dirais, il y a certains impacts qui demeurent résiduels, mais qui sont jugés faibles ou négligeables dans l'étude, il y a douze pour cent (12 %) de l'aire commune de la compagnie qui représente son volume de récolte de trente-cinq pour cent (35 %). Dans l'étude, vous remarquerez qu'il y a deux (2) impacts qui demeurent résiduels après, et ces deux (2) impacts qui sont non négligeables sont deux (2) impacts à caractère économique, soit dans la phase construction ou soit dans la phase exploitation.

200 Mais ce qu'il serait bon de vérifier et d'avoir, avec le contexte qu'on vous a énoncé tantôt et la capacité que représente pour la compagnie le volume de bois sur cette terre-là, c'est l'impact négatif très forcément influencé s'il y avait pas la phase de construction potentielle de ces deux (2) rampes-là. Donc on a un impact positif sur la construction, mais si on irait à l'inverse, OK, c'est pas un impact qui serait - l'impact est pas en surplus de l'économie actuelle, mais s'il y a non-réalisation, l'impact serait très négatif par rapport à la situation actuelle.

210 Donc ça, pour le contexte de développement économique de la région, il est très important de situer bien cet impact-là.

215 Bien sûr, on parle en exploitation forestière de façon directe, mais je pense qu'il serait pas négligeable, dans la diversification économique qu'on essaie de faire dans le milieu, avec les gens en développement touristique, que l'accès au territoire amène, de façon je dirais non négligeable, dans certains secteurs d'activités, c'est sûr à moindre impact que ceux qu'on y voit, amène également des phases économiques intéressantes.

220 Donc aujourd'hui, je suis pas un spécialiste de la nature non plus, mais on peut voir aujourd'hui, on a ce qu'on appelle Les Amis des monts Groulx, il y a certaines activités à caractère touristique qui s'y font, pourquoi ça, parce qu'on a une route qui y passe.

Donc c'est pas nécessairement le projet qui nous touche, mais l'accessibilité au territoire entraîne nécessairement une utilisation du territoire pour une mise en valeur.

225 Donc si on y va un peu sur la base de conclusion, et elle est simple, et je vais me permettre à ce moment-ci d'en faire une lecture, pour la Ville de Baie-Comeau, le Centre local de développement de Manicouagan et la Chambre de commerce de Baie-Comeau, il est de notre devoir, à titre d'acteurs socio-économiques du territoire, de manifester notre appui à la réalisation du projet d'accès à l'île René-Levasseur par la compagnie Kruger (Scierie Manic).

230 Nous croyons que la consolidation des activités de première transformation est d'une grande importance et ce, surtout dans le contexte difficile que nous connaissons avec les droits compensateurs sur les exportations du bois d'œuvre.

235 Sous cette condition, il sera très difficile de permettre à la région, dans un avenir rapproché, de faciliter l'aboutissement des projets de deuxième et troisième transformations.

240 C'est ce que je vous énonçais tantôt, si on veut se diriger et puis on veut vraiment réussir une certaine deuxième et troisième transformations, une valeur ajoutée à notre produit, et puis déjà, au niveau de l'exploitation primaire, les entreprises sont chambranlantes, donc il va être très difficile de réussir ce qu'on veut faire en aval, dans la deuxième transformation et la valeur ajoutée.

245 De plus, nous appuyons ce projet aussi en raison des retombées économiques qui, lors de la phase construction, amèneront des impacts positifs, notamment en termes d'acquisition de biens et services.

250 L'étude d'impact et la première partie d'audience publique ont clairement confirmé que le projet d'accès à l'île René-Levasseur est d'une importance capitale pour la compagnie et, par conséquent, pour l'économie de notre région. L'étude d'impact précise que Kruger doit aménager ce territoire si elle ne veut pas voir diminuer son approvisionnement.

255 Donc l'impact d'approvisionnement diminué, bien, on sait ce que ça veut dire, rationalisation et puis rationalisation entraîne nécessairement diminution des emplois majeure. Ce qui mettrait en péril la viabilité de ses opérations et de ses usines de sciage sur la Côte-Nord.

Donc nous considérons ce projet comme essentiel à la continuité de ses opérations et nous espérons par notre appui garantir pour les décennies à venir la présence de Kruger sur notre territoire.

260 Nous souhaitons avoir mis en lumière la relation entre les impacts positifs et négatifs anticipés, si jamais le projet d'aménagement d'un accès à l'île René-Levasseur ne se produit pas. En ce sens, nous espérons que vous accorderez toute l'attention nécessaire à nos propos et que ceux-ci puissent vous aider dans vos actions.

265 **PAR LA PRÉSIDENTE:**

Merci. On a quelques questions pour vous, s'il vous plaît.

270 **PAR LA COMMISSAIRE:**

Peut-être une petite!

275 La ressource première, la forêt, bien sûr, apporte, vous l'avez souligné, du gagne-pain à plusieurs centaines et même un millier et plus de travailleurs, aux plans direct et indirect mais aussi, on a abordé, si vous étiez présent cet après-midi, dans plusieurs mémoires, une activité qui, aussi, provient de la ressource même, c'est-à-dire ceux qui vont l'observer, soit des scientifiques ou de simples villégiateurs, sportifs ou autres. Et c'est l'écotourisme dont il fut abondamment question.

280 Comme organisme voué à l'amélioration, le progrès économique, comment croyez-vous cette activité qu'est l'écotourisme, au travers de l'exploitation forestière pour la production de la matière première vers la deuxième et troisième transformations?

285 Est-ce que vous pensez que ces deux (2) types, d'économie touristique et l'autre, peuvent vivre sans se nuire l'un à l'autre?

PAR M. PIERRE ROUSSEAU:

290 Certainement. Moi, je pense qu'on en a déjà une preuve, je l'ai abordé très légèrement tantôt, avec les monts Groulx. Comment la région aurait pu réussir à mettre en valeur et, je veux dire, je pense que l'étape de mise en valeur des monts Groulx ne fait que débiter dans la région, comment pourrait-elle mettre en valeur ce site-là, sans qu'il y ait une accessibilité.

295 Pensons que la route 389 n'existe pas; on ferait quoi! Je veux dire, les monts Groulx seraient des montagnes en pleine nature comme il y en a beaucoup d'autres dans le Grand Nord, mais qu'on n'a pas accès, on n'a pas la capacité de les mettre en valeur.

300 Donc là, l'accessibilité au territoire entraîne nécessairement un potentiel de mise en valeur.

305 Dans le cas présent, il y a même une partie de l'île dans laquelle il y a des projets, soit dans certains secteurs qui soient une réserve, dans d'autres secteurs qui soient plus possible de les mettre en valeur. Donc il y a un potentiel là, qui va faire que nécessairement, l'île va devenir plus facilement accessible, qu'il va pouvoir y avoir des opérations de mise en valeur de cette ressource-là.

PAR LA PRÉSIDENTE:

310

Je vous amène maintenant sur l'information donnée au public. En première partie, il y a eu quelqu'un qui nous a dit, à un moment donné, les gens ne connaissent pas, sont mal informés des pratiques forestières, il y a encore des gens qui s'imaginent que partout, c'est de la coupe à blanc, et il y aurait avantage à un meilleur dialogue, une meilleure information de la population.

315

Comment vous voyez ça? On sait qu'il y a une table de concertation qui existe, mais le lien avec le grand public, son information et sa rétroaction auprès de la table, comment vous la voyez possible?

320

PAR M. PIERRE ROUSSEAU:

Bien, je vous dirais qu'il y a déjà - Patrick, tu pourras peut-être renchérisse tantôt - il y a déjà des activités qui, régulièrement sont, je dirais, sont de grand public.

325

C'est sûr que des personnes qui siègent sur un conseil d'administration, soit de la Chambre de commerce, ou de la Ville de Baie-Comeau, ou du CLD, on est, je dirais, pas régulièrement mais à quelques reprises par année, en contact avec les grandes entreprises de chez nous. On fait des échanges avec d'information, les nouvelles pratiques, tout ce qui peut toucher en fait l'exploitation forestière, que ce soit de l'usine ou l'exploitation en forêt. Donc les renseignements, de ce côté-là, nous sont divulgués de façon intéressante.

330

Par contre, ces grandes sociétés-là, également, à l'occasion, participent à des activités à caractère beaucoup plus large que nos organismes, et puis là je voudrais toucher peut-être plus la Chambre de commerce, que ce soit annuellement, on a des salons, soit le salon des sous-traitances, ou des expositions à caractère commercial, dans lesquels ces sociétés-là sont présentes, informent le public de leur mode opérationnel, comment maintenant évoluent les tendances.

335

Donc moi, je pense qu'aujourd'hui, une personne qui veut être je dirais renseignée, ou qui a des questions, très facilement, peut facilement avoir l'information désirée, de manière très, très sensible.

340

Et puis je vous dirais, à la limite, avec le nombre d'emplois qui est créé dans la région par les deux (2) entreprises qui vivent de la forêt, on en mettait neuf cent soixante-dix (970) tantôt environ chez Kruger, les emplois directs et indirects qui seraient associés à l'exploitation par Donohue, à peu près peut-être trois (3) fois ou quatre (4) fois, je vous dirais, ça fait déjà une grande partie de la population qui est touchée de façon directe par l'emploi et peut-être de façon indirecte dû au fait qu'on a un frère, une sœur, on a un beau-frère, une belle-sœur, un cousin qui travaille en forêt.

345

350

Donc moi, je pense que l'information et puis la connaissance des méthodes d'exploitation, de méthodes de travail sylvicole, etc., quelqu'un qui veut avoir de l'information ici dans la région, c'est très très facile pour lui d'être sensibilisé à cet apport-là.

355

PAR M. PATRICK FERRERO:

Moi, je voudrais juste rajouter un élément. Je pense que dans des petits milieux comme les nôtres, la proximité fait en sorte que ça aide beaucoup aux échanges avec nos grandes entreprises.

360

Et comme Pierre le mentionnait, je vous dirais que c'est fréquent, au niveau des grandes entreprises, que quand ces gens-là ont des projets, de venir rencontrer des organismes comme la Chambre de commerce, comme le CLD et d'autres, pour faire état de leurs projets.

365

Je voudrais aussi mentionner qu'étant donné que Kruger a un système de management de l'environnement, il y a une obligation là-dedans d'information au niveau du public. Alors on compte pas - ça, c'est la table de concertation à part, mais tout citoyen, je veux dire, qui voudrait avoir de l'information par rapport au système de gestion environnementale mis en œuvre, mis en place par cette entreprise-là peut, je veux dire, communiquer avec l'entreprise, prendre des informations. Et je veux dire, c'est obligatoire dans le fond pour l'entreprise d'y répondre.

370

Alors moi, je suis d'avis de mon confrère Pierre, à l'effet que, je veux dire, la personne qui veut avoir de l'information, je veux dire, il existe mille et un (1001) moyens d'obtenir cette information-là.

375

La participation des grandes entreprises, comme je vous dis, au niveau d'échanges avec les organismes comme le nôtre, son système de management de l'environnement, la table de concertation, je pense que c'est tout autant d'exemples dans le fond à cet effet-là, du lien qui peut exister et de l'information qui peut être transmise, dans le fond.

380

PAR LA PRÉSIDENTE:

Merci de votre témoignage.

385

UNION QUÉBÉCOISE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

390

PAR LA PRÉSIDENTE:

Alors nous invitons maintenant l'Union québécoise pour la conservation de la nature.

395

PAR M. SERGE PARÉ:

Bonsoir! Avant de débiter, j'aimerais situer la participation de l'UQCN.

400

Excusez, mon nom! Serge Paré, représentant de l'UQCN dans la région.

PAR LA PRÉSIDENTE:

Et vous allez être accompagné?

405

PAR M. SERGE PARÉ:

Je vais être accompagné de Louis Bélanger, qui est à Québec, qui est notre expert en foresterie; ça fait qu'on va avoir un lien téléphonique dans l'instant.

410

J'aimerais situer la participation de l'UQCN dans la région. Samedi dernier, la Ville de Forestville a fait un communiqué qui critique sévèrement les groupes de Montréal, comme le communiqué l'indique, qui selon elle viendraient leur dire comment gérer leur forêt en région, alors qu'ils sont capables tout seuls, et que ces groupes-là devraient plutôt s'occuper de ce qui se passe sur la Sainte-Catherine. Ça, c'est un communiqué de la Ville de Forestville qu'ils ont donné samedi passé.

415

Donc nous autres, ça nous a un peu touchés. Il faut dire que...

420

PAR LA PRÉSIDENTE:

Vous êtes pas de Québec, vous?

PAR M. SERGE PARÉ:

425

Oui, je fais partie du Québec, oui. Lui parlait de la grande ville!

Donc l'UQCN, comme je suis représentant régional, je suis un Nordcôtier d'adoption mais je suis sur la Côte-Nord depuis un bout de temps, et la table de concertation de Kruger, c'est tous des gens de la région.

430

Donc c'est pas une question d'histoire de clocher, je voulais mettre ça en premier lieu, pour bien situer l'UQCN.

435

PAR LA PRÉSIDENTE:

Pour bien situer le BAPE aussi, je peux vous dire que tout le monde sont invités et bienvenus; je pense que c'est un lieu de dialogue, il y a pas des gens qui sont invités particulièrement et d'autres qui sont pas les bienvenus.

440 Comme vous savez, notre expérience, on a cent soixante-quinze (175) audiences
derrière nous et médiations, et l'expérience de la démocratie participative, c'est assez unique au
monde, ça, le Québec fait exemple, et justement lorsque les gens viennent de d'autres pays pour
voir comment on opère au Québec, en toute liberté, en toute simplicité avec les gens du milieu,
bien, ils soulignent le fait que ça se fasse avec le grand public et que tout le monde est invité.

445 Alors c'est dans notre tradition et nous comptons continuer, parce que nous estimons que
c'est comme ça, par le dialogue, par l'écoute mutuelle de chacun, qu'ils soient d'une région, d'un
centre ou quelle que soit leur origine ou leur idéologie, ils sont les bienvenus.

450 Et je pense que c'est comme ça qu'on va développer ensemble, dans une approche de
concertation.

Alors sentez-vous le bienvenu comme tout le monde!

455 **PAR M. SERGE PARÉ:**

Merci beaucoup.

460 La présentation va se faire en deux (2) parties, moi je vais faire une petite introduction et
c'est Louis Bélanger qui va occuper le reste de la présentation.

465 Le 14 septembre 2001, l'UQCN était acceptée à la table de concertation de l'aire
commune 93-20 de la compagnie Kruger. Dès le début, l'UQCN faisait valoir l'importance
d'établir une aire protégée significative sur l'île René-Levasseur.

470 Dans son processus de certification CSA, Kruger doit s'assurer de préserver les
écosystèmes et la biodiversité sur son territoire de coupe. Au moment de son acceptation
comme membre de la table, aucun élément concret n'était proposé pour assurer cet objectif.

475 Si vous vous souvenez bien, voilà vingt et un (21) jours, les gens de Kruger ont bien dit
clairement que l'aire protégée c'est un plus pour eux autres, dans leur certification CSA.

480 Or, l'UQCN a constaté qu'il n'y avait pas de consensus entre les différents ministères
impliqués dans la mise en place des aires protégées. Le MRN ne tenait pas compte de la
promesse d'établir de telles aires dans l'établissement des CAAF, et son rôle comme
administrateur de gestion des ressources n'était pas orienté vers la protection de la biodiversité.

Concernant ce dernier point, la FAPAQ, le MRN et le ministère de l'Environnement ne
semblaient pas avoir la même définition de ce qu'est la biodiversité.

480 L'UQCN a donc entrepris de montrer l'importance de la conservation de la biodiversité
dans le maintien du fragile équilibre des écosystèmes de l'île, et cela dans le contexte d'une
coupe presque totale, telle que prévue par Kruger.

485 Le problème pour l'UQCN, se situait et se situe toujours dans l'aménagement du territoire forestier et l'UQCN a rappelé l'absence de mouvement dans l'établissement d'une aire protégée sur l'île, pour expliquer sa décision.

490 Aussi, on vient d'entendre la Ville et le CLD, c'est que le développement durable, c'est une forme de gestion mais à très long terme. L'UQCN depuis sa fondation, depuis qu'elle existe, a toujours prôné le développement durable, et le développement durable, c'est s'assurer que les ressources soient en qualité et en quantité pour les générations futures, tout en préservant l'environnement.

495 Donc c'est une façon de faire qui est bien, mais peut-être qu'à court terme, c'est pas payant. Mais à long terme, ça l'est beaucoup.

500 Alors donc, le mémoire que l'UQCN dépose aujourd'hui découle donc de contacts avec la compagnie Kruger, qui sont en place depuis plus d'un an, soit la table de concertation, soit directement entre la compagnie et des représentants de l'organisme.

505 Les préoccupations pour un aménagement du territoire de l'île ont toujours été le sujet de ses interventions.

510 Le mémoire de l'UQCN ne porte donc pas directement sur les infrastructures destinées à l'accès à l'île pour les opérations forestières, mais il porte plutôt sur les activités connexes, qui sont justement ses opérations forestières et qui constituent l'intérêt primordial de Kruger, aussi.

515 Donc, je laisse à mon ami Louis de continuer la présentation.

510 PAR M. LOUIS BÉLANGER:

Oui, bonjour mesdames les Commissaires. Vous m'entendez bien?

515 PAR LA PRÉSIDENTE:

Oui, très bien.

520 PAR M. LOUIS BÉLANGER:

525 OK. Alors je vous remercie de me permettre de participer à cette audience par téléphone.

525 Pour vous donner un peu une esquisse rapide de notre mémoire, de l'UQCN, le mémoire part d'une prémisse, c'est que l'œil du Québec, comme commence à être connue l'île René-Levasseur, est un milieu unique tant au niveau biologique que géologique, et du point de vue de l'UQCN, mérite de se ranger parmi les sites du patrimoine mondial.

530

Et dans ce contexte-là, ce qu'il faut bien réaliser, c'est que l'accès à l'île, son impact principal, c'est de permettre l'exploitation d'une des dernières forêts vierges du Québec et sa quasi-élimination dans une cinquantaine d'années, mis à part les secteurs d'aires protégées. Et que l'enjeu principal, nous pensons, de ce projet, c'est d'atténuer les impacts de l'exploitation forestière, afin de maintenir la biodiversité de l'île.

535

Tout en reconnaissant que les études spécifiques sur l'île sont relativement rares, à notre connaissance, la forêt boréale de l'Est du Québec nous permet d'identifier un certain nombre de groupes d'espèces qui méritent, qui soulèvent certaines appréhensions en termes de leur maintien sur l'île René-Levasseur, et là un élément que j'insiste bien, l'île René-Levasseur est unique, mais c'est également un milieu fragile parce que c'est une île. Dans ce sens-là, c'est un milieu isolé du reste du continent, donc où il y a des problèmes de connectivité pour les espèces.

540

Et associés aux forêts qu'on pourrait qualifier de vieilles, il y a premièrement tous les groupes d'oiseaux reconnus associés aux chicots, dont le pic à dos noir, le grimpereau brun, la nyctale de Tengmalm et le garrot à œil d'or.

545

PAR LA PRÉSIDENTE:

Pouvez-vous répéter ça, monsieur, pourriez-vous répéter ça doucement, pour notre sténotypiste!

550

PAR M. LOUIS BÉLANGER:

555

Oui. Alors donc parmi les espèces qui sont reconnues associées aux chicots des forêts anciennes, le pic à dos noir, le grimpereau brun, la nyctale de Tengmalm qui est une petite chouette, et le garrot à œil d'or notamment, c'est un canard, un canard qui niche dans les chicots. Alors ça, ce serait le premier groupe, c'est ces oiseaux-là qui seraient reconnus comme associés à ce genre de forêt là.

560

La deuxième espèce, c'est la martre d'Amérique, une espèce associée qui a son habitat optimum dans la vieille forêt ancienne, mais qui exige une forêt mûre pour tout le moins.

565

Il y a le dossier de l'orignal, qu'on qualifie de l'orignal nordique, dans le sens qu'on est dans un milieu extrêmement pauvre pour l'orignal et son écologie change complètement dans ces milieux-là.

570

Et finalement, il y a le groupe, un groupe qu'on pourrait qualifier, les plantes invasives et les champignons rares associés aux gros débris ligneux. Ça, c'est une partie de la biodiversité qui est très souvent négligée, mais il y a souvent toute une série d'espèces rares qui sont associées à cette caractéristique-là de forêt ancienne. Les gros bois morts qui sont au sol ont une biodiversité très particulière, qui a été étudiée dans d'autres régions du Québec, qu'il resterait à évaluer dans le Nord, mais qu'on peut soupçonner qui sont menacés à terme par une exploitation forestière.

Nos recommandations, par la suite, sont associées à deux (2) grands principes d'une foresterie écosystémique comme elle commence à être définie au Canada, une foresterie qui protégerait cette biodiversité-là.

575

Une première série de nos recommandations sont associées à la question des aires protégées, et entre autres à savoir si la réserve écologique et le projet d'aire protégée dans la baie Memory sont effectivement, constituent une réponse adéquate en termes de biologie de la conservation.

580

Actuellement, cette information-là n'est pas disponible et l'UQCN, dans sa première demande, demande une analyse de carence, mais on précise bien, non pas à l'échelle de la province, mais bien à l'échelle de l'île, ce qui est très différent de ce qui avait été discuté par le ministère de l'Environnement à la dernière audience.

585

Donc, c'est à savoir, est-ce que sur l'île, il y a effectivement une représentativité de l'ensemble des écosystèmes de l'île dans les aires protégées.

Notre deuxième recommandation est la notion associée à l'analyse d'intégrité écologique. Est-ce qu'effectivement, le projet proposé actuellement permet de donner une assurance de protection de l'intégrité écologique des écosystèmes de l'aire protégée.

590

Juste un exemple, c'est clair qu'on n'a pas respecté, dans les projets, jusqu'à maintenant, les limites de bassin versant. L'aire protégée, en termes de dimensions ne permettrait pas par exemple de protéger une population minimum viable de martres d'Amérique.

595

Alors donc, les projets actuels méritent une analyse d'intégrité écologique.

Notre troisième recommandation, c'est la reconnaissance d'une zone tampon autour de la réserve écologique et de la future aire protégée, zone tampon qui mériterait une stratégie sylvicole particulière pour minimiser l'impact de l'exploitation forestière sur ces aires protégées là.

600

Et finalement, la quatrième, on parle d'une volonté de protéger les écosystèmes rares et exceptionnels, mais il y a rien de proposé comme processus, comment va-t-on faire pour identifier et protéger ces écosystèmes-là.

605

Alors ça, c'est la première série de recommandations.

La deuxième série, qui sont associées à la zone forestière aménagée. Et là, je vais me permettre de lire.

610

Kruger a évalué à cinquante (50) ans la durée totale du cycle complet d'exploitation de l'île René-Levasseur. C'est dire que l'exploitant aura coupé l'ensemble de la forêt mature et

615 surannée après une cinquantaine d'années; en réalisant que pour qu'une forêt soit considérée mature dans ces territoires-là, on parle de quatre-vingts (80) ans et plus.

Alors en termes de biodiversité, ceci est complètement inacceptable. Ce cycle de cinquante (50) ans là ne permet pas de protéger la biodiversité de la section aménagée.

620 La stratégie de coupe mosaïque à deux (2) passes proposée dans le plan général d'aménagement de Kruger implique qu'il ne restera presque plus de forêt mûre dans une cinquantaine d'années et ce, pendant pratiquement la moitié de l'autre cycle, mis à part ce qui va rester dans les aires protégées. Et en termes de biodiversité, ceci constitue un impact majeur, qui amène un changement majeur et irréversible du paysage écologique.

625 Alors donc, l'enjeu fondamental, c'est ce cycle de cinquante (50) ans où l'ensemble du secteur, on nous dit, devrait être coupé.

630 Notre première recommandation à ce niveau-là, la plus fondamentale, c'est que l'UQCN demande qu'on exige que sur l'île René-Levasseur, on passe à une stratégie de coupe connue comme la coupe mosaïque mais à trois (3) passes, pour remplacer la coupe mosaïque deux (2) passes.

635 L'explication, une mosaïque à trois (3) passes implique que pas plus qu'un tiers de l'île pourrait être coupé par tiers de révolution. Si on dit que la révolution est de l'ordre de quatre-vingt-dix-cent (90-100) ans, ça veut dire que ce serait un tiers de l'île coupé par période de trente-trente-trois (30-33) ans.

640 Ce genre de stratégie là a déjà fait ses preuves ailleurs et permet de protéger des espèces associées aux massifs de forêt mûre, telle la martre d'Amérique.

Ça, c'est vraiment, j'insiste, c'est notre demande fondamentale, et dans laquelle on associe l'impact le plus sévère sur l'île.

645 Deuxième recommandation, on demande l'établissement d'une sylviculture écosystémique dont la coupe qu'on appelle la coupe avec rétention. L'UQCN reconnaît que les coupes forestières proposées par Kruger sont déjà un pas très important de fait, c'est-à-dire la coupe avec protection des petites tiges marchandes et la coupe avec protection de la haute régénération sont des initiatives qui sont chaudement applaudies par l'UQCN et nous en félicitons Kruger.

650 Ceci étant dit, c'est reconnu au niveau canadien que ces approches-là ne sont pas suffisantes pour protéger la biodiversité entre autres associée aux chicots et aux gros débris ligneux dont j'ai déjà parlé, où il y a des espèces reconnues avec ça.

655 Des compagnies, telle qu'Irving au Nouveau-Brunswick, sont déjà en train de faire ce qu'on appelle les coupes avec rétention où on garde une proportion d'arbres verts, de gros arbres, qui vont servir de chicots et débris ligneux dans le futur.

660 Également, c'est en train de devenir obligatoire en Ontario, cette approche-là, et nous pensons que l'île René-Levasseur, à cause de sa valeur écologique, mériterait l'implantation de ce genre de stratégie sylvicole là.

665 Autre recommandation, finalement, associée à l'original, nous remarquons que dans le plan général d'aménagement forestier, on extrapole à ce territoire nordique là notre vision de l'original de la zone méridionale du Québec ou la forêt boréale du sud.

670 C'est clair que dans le territoire nordique, des études déjà faites par la FAPAQ démontrent que l'habitat, entre autres les habitats mélangés et feuillus, sont très limitants pour l'original et qu'une attention spéciale doit être donnée à ces habitats-là, ce qui n'a pas été reconnu dans le plan général d'aménagement forestier. Et donc, les mesures identifiées pour favoriser cette espèce-là ne sont pas du tout adéquates.

675 Et là, il y a certainement une mise à jour du plan général d'aménagement, pour assurer la protection entre autres de l'habitat d'hiver de cette espèce-là.

680 En conclusion, dans sa forme actuelle, l'UQCN trouve que le plan général d'aménagement forestier ne permet pas, actuellement, de protéger la biodiversité de l'île René-Levasseur.

L'UQCN, cependant, reconnaît les efforts faits par Kruger, son esprit d'ouverture pendant ces dernières années. Ceci étant dit, ce n'est pas encore suffisant pour ce que j'appellerais appliquer les règles de l'art connues au Canada pour une foresterie écosystémique.

685 Et nous demandons bien que ces demandes-là fassent partie des recommandations du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Je vous remercie beaucoup!

690 **PAR LA PRÉSIDENTE:**

Alors merci de votre témoignage.

695 Je vous réfère aux recommandations que vous amenez dans votre mémoire. Alors lorsque vous traitez de l'analyse de carence, et l'analyse d'intégrité écologique, est-ce que vous croyez que les deux (2) recommandations que vous formulez ici pourraient être discutées à la commission qui évaluera ou discutera des questions justement des aires protégées, qui devrait se tenir au cours de l'an prochain?

700 **PAR M. LOUIS BÉLANGER:**

Je pense qu'effectivement, ça pourrait également, ça pourrait être un élément abordé lors de ces audiences-là.

705 Ceci étant dit, comme on connaît pas vraiment le contenu jusqu'à maintenant, nous voulions être certains que ces éléments-là soient soumis immédiatement au BAPE.

710 Mais effectivement, suivant le contenu, si effectivement les audiences vont porter sur les projets spécifiques, effectivement, nous soulèverons de nouveau nos préoccupations à ce niveau-là.

PAR LA PRÉSIDENTE:

715 Très bien. Parce qu'on ne peut pas lier d'autres commissions, chaque commission est indépendante et on ne peut pas lier une commission à venir.

Alors on peut présenter des éléments qui ont été discutés en audience publique, mais sans faire de conclusion spécifiquement à quelque chose qui devra être évalué par une autre commission. Je vous souligne tout simplement cette information-là.

720 **PAR M. LOUIS BÉLANGER:**

Je vous en remercie.

PAR LA PRÉSIDENTE:

725 D'accord.

730 Maintenant vous nous parlez de zone tampon pour la réserve écologique. Comme il a été question de l'accès à l'île René-Levasseur et que plusieurs ont discuté de l'impact de cet accès-là tant sur l'aspect économique, d'autres l'ont discuté sur l'aspect écologique ou la cohabitation des usages de l'île, et un des usages de l'île, c'est la protection intégrale de la réserve écologique, une décision qui a été prise par le Québec de protéger cette réserve-là, et ça implique une protection intégrale, et des gens ont souligné qu'en rendant accessible davantage l'île, par un accès à l'île justement, la réserve pouvait être moins bien protégée qu'elle ne l'est actuellement.

740 On a aussi souligné, je fais une synthèse de ce qui a été dit lors des audiences publiques, que les argents qui sont versés à la vérification de cette protection-là sont minimes, de l'ordre de cinq mille dollars (5000 \$) par année, et qu'on ne voyait pas le jour où ils seraient augmentés.

745 Alors on nous amène comme préoccupation comment: peut-on faire pour s'assurer une certaine protection minimale de cette réserve-là, intrinsèque, par des mesures qui ne seraient pas nécessairement des agents qui devraient vérifier en permanence, qui devraient surveiller en permanence parce que ça, c'est éminemment des ressources importantes.

Alors vous amenez une proposition de zone tampon qui a été amenée aussi par plusieurs intervenants. Pouvez-vous élaborer davantage sur votre vision de zone tampon.

PAR M. LOUIS BÉLANGER:

750

Alors le concept de zone tampon, qui est entre autres très classique, qui est même derrière le concept de réserve de la biosphère de l'UNESCO, dont on en a quelques-uns au Canada et au Québec, entre autres dans Charlevoix, l'idée, c'est que dans les parcs, et surtout ceux qui sont relativement petits, si on veut protéger l'intégrité de ces parcs-là, il faut que le territoire avoisinant, sur une certaine distance, comment dire, permette d'atténuer les impacts.

755

On peut en identifier certainement deux (2) ou trois (3) rapidement, certainement la question de l'aspect routier en est un important. Plus on va approcher les routes du parc, plus c'est facile justement aux gens d'avoir accès à la réserve écologique et donc, avoir possiblement des problèmes de braconnage ou autres.

760

Mais ça permet également, il y a eu certaines analyses dans certains parcs du Québec qui ont montré que dans les petits parcs, un trappage intensif en dehors du territoire permettait néanmoins de trapper par exemple l'ensemble de la population de martres à l'intérieur du territoire protégé.

765

Donc c'est certainement - ce qu'on cherchait dans ce territoire-là, c'est de minimiser l'accès, soit en utilisant des principes soit de chemins d'hiver, soit carrément, ce qui est illégal actuellement mais qui pourrait être changé, c'est-à-dire éliminer certaines routes ou barrer certaines routes. Ça, c'est une forme.

770

Deuxième forme, c'est le type de foresterie. C'est clair que des coupes avec protection de la régénération, même la haute régénération, qui arriveraient dans la zone immédiate du parc favoriseraient des phénomènes tels que le chablis, donc une vulnérabilité au vent, donc dans la zone avoisinante, je sais pas, sur une zone de trois cents-quatre cents-cinq cents mètres (300 m-400 m-500 m), on favoriserait des formes de coupes partielles qui sont plus à même de protéger le territoire.

775

L'UQCN a pas identifié, a pas, comment dire, défini un plan d'aménagement de cette zone tampon là, mais il y a des précédents discutés autour du parc de la Mauricie, où il y a eu des ententes entre Parcs Canada et la compagnie forestière.

780

Ce que nous proposons à ce niveau-là, c'est qu'entre le ministère de l'Environnement et la compagnie forestière, il y ait des discussions en fonction d'enjeux réels sur le territoire, pour définir quelle serait au juste cette zone-là et quelle serait la largeur.

785

Mais c'est clair que le Règlement sur les normes d'intervention, actuellement, ne permet pas de protéger l'intégrité de la réserve écologique. Qui est, si je me rappelle bien, de sauvegarder une petite bande de soixante mètres (60 m) autour du parc ou de la réserve.

790

Et on pourrait utiliser les précédents canadiens pour essayer d'évaluer quelle serait une zone tampon opérationnelle, qui permettrait à la compagnie de couper son bois mais en minimisant vraiment l'impact, le maximum, sur la réserve.

795

PAR LA COMMISSAIRE:

Monsieur Bélanger, Gisèle Gallichan, commissaire.

800

Votre recommandation numéro 5, j'aimerais savoir, avec l'expertise que vous avez présentement, la forêt expérimentale Montmorency, donc la forêt de recherche de l'Université Laval, vous dites qu'il y a eu, là, cette stratégie de coupe à mosaïque à trois (3) passes a fait ses preuves, à la forêt Montmorency.

805

PAR M. LOUIS BÉLANGER:

Oui.

810

Ici, nous avons eu devant nous, au cours de la journée, beaucoup de groupes qui nous ont exprimé toutes leurs attentes, bien sûr, au niveau économique, de tout ce que cela va apporter.

815

Alors j'aimerais savoir, selon l'expertise que vous avez en forêt Montmorency, qu'est-ce que ça peut apporter comme impact, ce type de coupe, sur l'approvisionnement et, je dirais, la rapidité d'approvisionnement?

820

Bref, vous me voyez venir, ce que je voudrais savoir, est-ce que ça peut ralentir la production à l'autre bout.

825

PAR M. LOUIS BÉLANGER:

Votre question, elle est tout à fait légitime mais elle est également compliquée à vous répondre, parce que l'élément d'information qui me manque, c'est l'ensemble de la structure de la forêt.

830

Mais si, mettons, nous prenions l'île René-Levasseur comme étant un territoire autonome d'approvisionnement de matières ligneuses, si on le prenait comme ça, en principe, si l'île René-Levasseur est une unité à rendement soutenu, il y aurait pas de problème, mis à part le coût économique associé à la capitalisation que ça exige pour construire un réseau routier plus rapidement.

De façon stricte, il y aurait probablement peu ou de faible impact sur ce qu'on appelle sur la possibilité forestière. Si je prenais l'île uniquement.

835 Parce que la mosaïque trois (3) passes est, comment dire, elle est compatible avec le concept de rendement soutenu.

840 Le problème où je ne peux pas vous répondre en termes d'impact réel, c'est l'île dans l'aire commune globale de la compagnie forestière, est-ce qu'elle vient répondre à un problème de ce qu'on appelle, en foresterie, un problème de rupture de stock; c'est-à-dire que s'il manque du bois dans l'ensemble du grand territoire, mettons dans trente (30) ou quarante (40) ans, et la compagnie a ciblé l'île pour boucher ce trou-là, oui, à ce moment-là il pourrait y avoir un certain impact, dans une première rotation, sur la possibilité de coupe.

845 Actuellement, c'est clair, sans faire les simulations, c'est impossible de quantifier cet effet-là. Mais il faut bien réaliser que c'est un impact pour ce qu'on appelle juste la première révolution.

850 Lorsqu'on passe, une fois qu'on fait la seconde révolution, et là, comme forestier, on est en train de parler, ça a l'air bizarre de parler, on parle en termes dans les cent (100) prochaines années, dans le prochain siècle, mais à ce niveau-là, les impacts ont complètement disparu.

855 Donc c'est dans cette phase un peu particulière qu'on appelle de première normalisation qu'il pourrait y avoir un impact qu'effectivement, nous n'avons pas évalué. Que cependant, j'aurais tendance à estimer, serait pas si important que ça. Mais ça reste une estimation qu'on pourrait qualifier de gratuite.

PAR LA COMMISSAIRE:

860 Et ma dernière question porte surtout sur une précision à votre recommandation 6, je dois en conclure que ce que madame Roberge, de Kruger, nous expliquait en première partie d'audience, que lorsque cela est possible et qu'ils voient des arbres qui peuvent avoir une régénération plus rapide, je pense que c'est ce que vous appelez la haute régénération, si je me mêle pas?

865

PAR M. LOUIS BÉLANGER:

C'est bien ça.

870 **PAR LA COMMISSAIRE:**

Donc vous, vous êtes en train de nous dire que ça, c'est pas suffisant. Je comprends bien ça?

875 **PAR M. LOUIS BÉLANGER:**

Exactement. Et actuellement, un peu ce qui se passe en Ontario et au Nouveau-Brunswick, c'est que ce qu'on réalise, le principal impact de la foresterie à long terme sur la biodiversité du milieu, il y a une composante de l'écosystème que la foresterie élimine, c'est le bois. C'est évident, on prend les troncs, on les sort pour en faire des deux par quatre (2 po X 4 po) et du papier.

Or, ces troncs-là sont une biomasse énorme dans la forêt, et il y a toute une série d'espèces - la biodiversité la plus riche dans notre forêt boréale, c'est les champignons, les mousses, les insectes, les invertébrés associés aux différentes phases de décomposition de ce bois mort là.

Et si vous allez en Suède, l'ensemble de leurs espèces menacées et vulnérables associées à la foresterie sont associées très souvent à ce bois mort là.

Alors pour atténuer l'impact, la notion de coupe avec rétention de gros arbres verts, c'est-à-dire des arbres qu'on laisse pour former les futurs chicots, les gros futurs débris ligneux. C'est en train de devenir une exigence environnementale.

PAR LA COMMISSAIRE:

Oui, mais la régénération se fait plus vite.

PAR M. LOUIS BÉLANGER:

C'est que la régénération, c'est pas - comment bien vous expliquer!

Mettons une moyenne générale qu'on garde au Canada, c'est huit pour cent (8 %) des gros arbres. La régénération, ça, ça empêche pas la régénération de pousser, la coupe avec protection de la haute régénération se fait, il y a suffisamment de lumière, mais à travers cette régénération-là, on va garder des bouquets de gros arbres, gros arbres qu'on va laisser suivre leur cycle normal écologique, vont mourir naturellement, vont tomber et vont former le microhabitat pour toutes ces espèces-là.

Et c'est ce qu'on appelle justement le concept de rétention, on sauvegarde un certain nombre d'arbres, que moi j'appelle la part de Dieu, c'est la part qu'on laisse à la biodiversité associée à ces espèces-là qui sont, très souvent, négligés par la foresterie québécoise.

Et ça, c'est devenu, c'est en train de devenir une norme fondamentale, à travers le Canada. Et le Québec, ce qu'on dit, on sait qu'au ministère des Ressources naturelles, il y a déjà des gens dans ce ministère-là qui sont en train de regarder cet élément-là.

Nous, nous demandons que sur l'île René-Levasseur, à cause de son statut spécial au niveau patrimonial, que ce soit un des premiers endroits qu'on le rajoute.

920

Si c'est fait convenablement, ça a un impact mineur sur le niveau d'approvisionnement de matières ligneuses.

925 Et c'est devenu, c'est en train de devenir une norme canadienne, avec un certain nombre - si je prends par exemple la compagnie Irving qui le font même sur leur forêt privée au Nouveau-Brunswick, ils vont sauvegarder à peu près cinq pour cent (5 %) , huit pour cent (8 %) d'arbres en bouquets, qu'ils vont laisser, dispersés un peu partout, et que ces arbres-là vont former des tout petits refuges biologiques pour ces fameuses espèces-là que personne ne connaît vraiment, mais que nous savons maintenant, en foresterie, qu'elles sont menacées à

930

PAR LA COMMISSAIRE:

Merci, monsieur Bélanger, quant à moi.

935

Madame Journault, maintenant!

PAR LA PRÉSIDENTE:

Ça va, je pense qu'on a fait le tour de la question.

940

PAR M. LOUIS BÉLANGER:

Très bien.

945

PAR LA PRÉSIDENTE:

Merci pour votre témoignage.

PAR M. LOUIS BÉLANGER:

950

Je vous en prie.

PAR LA PRÉSIDENTE:

955

On va en profiter, suite à ce mémoire-là, on va demander à l'entreprise Kruger, justement suite aux représentations qu'on a entendues, qu'est-ce que ça pourrait signifier pour l'entreprise, les recommandations 5, 6 et 7, dans une perspective où serait maintenu, pour la recommandation 7, par exemple, quelque chose comme cinq (5 %) ou six pour cent (6 %) de bois mature qui serait laissé sur place, dans l'optique de protéger des habitats spéciaux. On comprend que ça pourrait être quelque chose comme cinq pour cent (5 %) du trente-cinq pour cent (35 %) de votre approvisionnement, si on comprend bien. Est-ce que ça a un impact comme tel.

960

965 Vous êtes pas obligés de répondre ce soir, regardez ça et vous nous reviendrez par écrit.
Ça va?

PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:

970 Oui.

PAR LA PRÉSIDENTE:

D'accord, merci.

975 Alors on va prendre une pause et on revient, il nous reste un intervenant par la suite, et aussi, je pense que vous avez des réponses à nous fournir à des questions qui ont été déposées cet après-midi. Alors on va finir avec ça.

980 À tout à l'heure!

SÉANCE SUSPENDUE QUELQUES MINUTES

985

**REPRISE DE LA SÉANCE
MOUVEMENT AU COURANT**

990 **PAR LA PRÉSIDENTE:**

Alors nous reprenons avec le dernier intervenant pour ce soir, c'est le porte-parole de Mouvement Au Courant, monsieur John Burcombe.

995 Bonsoir monsieur Burcombe.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

Bonsoir madame la Présidente.

1000

Alors je vais vous présenter quelques mots, je m'excuse de ne pas vous fournir une copie imprimée, mais je vais suivre le plan que j'espère que vous avez reçu.

PAR LA PRÉSIDENTE:

1005

Oui, nous l'avons reçu.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

1010

D'accord.

Alors moi, mon nom, c'est John Burcombe, je représente le Mouvement Au Courant, un groupe formé en 1989 avec deux (2) grands buts: de veiller à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, et deuxièmement, de promouvoir la participation publique dans les processus décisionnels. Alors dès ses débuts, le groupe a participé à diverses démarches concernant la forêt publique.

1015

Maintenant, concernant ce projet en particulier, suite à la publication du dossier sur le projet d'accès à l'île René-Levasseur, en février 2002, nous avons fortement critiqué les lacunes de l'étude d'impact. En effet, l'étude n'inclut pas les impacts de la coupe forestière sur l'île, ce qui est la raison d'être de la construction des rampes d'accostage.

1020

Nous avons demandé que l'étude d'impact soit complétée, afin d'être conforme aux exigences de la directive du ministère de l'Environnement à l'égard de son contenu. Nous sommes déçus, puisque le ministre n'a rien fait pour corriger l'étude.

1025

Cependant, dans sa réponse à notre demande de révision, reçue d'ailleurs après la première partie de cette audience, il nous invite à poursuivre notre questionnement devant le BAPE.

1030

Nous sommes satisfaits avec l'ouverture de la Commission envers nos questions. Nous espérons que cette ouverture se manifesterait aussi dans le rapport que la Commission présentera au ministre.

1035 Maintenant, les annexes 2 et 3 de notre mémoire décrivent assez bien notre position concernant la planification et l'approbation de l'exploitation de la forêt publique.

1040 Pour nous, la planification devrait commencer au niveau de plan d'affectation des terres du domaine de l'État. Bien que révision du processus de conception de ces plans est en cours, la réponse succincte du ministère à ce sujet, au document DB15, indique que nos attentes, notamment à l'égard des audiences publiques sur ces plans ne sont même pas envisagées.

1045 Le prochain niveau de planification de l'exploitation forestière, c'est le plan général d'aménagement forestier, le PGAF, qui s'étend sur une période de vingt-cinq (25) ans. Chaque bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestiers, CAAF, doit réviser ce plan tous les cinq (5) ans. Cette révision est le sujet d'une autre consultation publique que le ministère veut rendre plus facile et plus ouverte.

1050 La consultation proposée est encore loin de nos attentes. Pour nous, le plan devrait inclure une étude d'impact et être le sujet d'audiences publiques en bonne et due forme.

1055 Finalement, c'est le plan annuel d'intervention forestière, le PAIF, qui fournit les détails d'intervention sur le terrain. Mais aucune consultation n'est prévue à cette étape.

1060 Tous ces niveaux de planification ne tiennent pas compte de la Stratégie québécoise sur les aires protégées de juin 2000, qui vise la création, d'ici 2005, d'un réseau d'aires protégées sur huit pour cent (8 %) de la superficie du Québec. Bien qu'il est un des auteurs de cette stratégie, le ministère des Ressources naturelles continue de nuire à sa réalisation.

1065 Le plus récent geste à cet égard est la délimitation de nouvelles unités d'aménagement assorties à la délimitation de la limite nord des attributions commerciales qui, tous deux (2), excluent la considération des aires protégées qu'il faut créer et nous parlent, dans le cadre de la planification actuelle, sont des impacts environnementaux de l'exploitation forestière examinée.

1070 En effet, un tel examen est spécifiquement exclu dans l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement. La prétention est que si les travaux sont conformes au Règlement sur les normes d'intervention, tout est beau. Or, ce règlement couvre seulement une partie des impacts potentiels ponctuels; il n'y a aucune considération des impacts à grande échelle, les impacts globaux.

Ce qui nous amène à parler de la certification. Kruger est fière de sa certification ISO 14 001, mais pour nous, la vérification de la conformité au peu d'exigences environnementales existantes ne vaut pas grand-chose.

1075 Kruger travaille aussi vers la certification d'aménagement forestier durable. Pour notre part, nous avons examiné l'ébauche de la norme boréale nationale pour le Canada du Forest Stewardship Council, le FSC, une autorité reconnue dans plusieurs pays.

1080 Plus spécifiquement, nous avons annexé le principe 6. Cette annexe est intitulée, et je cite, excusez, "Impacts sur l'environnement", et je vais lire la description de ce principe. Alors:

"L'aménagement forestier doit préserver la biodiversité et les valeurs qui y sont associées, les ressources hydrologiques, les sols, ainsi que les paysages et les écosystèmes uniques et fragiles et, partant, préserver les fonctions écologiques et l'intégrité de la forêt."

1085 Et associés à ce principe sont certains critères, le critère 6.1:

"Des études d'impact environnementales doivent être complétées et intégrées au système d'aménagement. Ces études doivent également considérer les impacts à l'échelle du paysage;

"Des mesures pour protéger les espèces rares, menacées ou en voie de disparition et leur habitat doivent être établies;

1095 "Les fonctions et les valeurs écologiques doivent rester intactes, être améliorées ou restaurées;

"Et finalement des échantillons représentatifs des écosystèmes existant dans le paysage doivent être protégés dans leur état naturel."

1100 Or, à notre avis, ces critères devraient s'appliquer à toute exploitation de la forêt publique au Québec, en commençant peut-être par les opérations de Kruger sur l'île René-Levasseur.

1105 Pour cette île, Kruger est prête à rétrocéder son droit de coupe sur cent quatre-vingt-dix kilomètres carrés (190 km²), à l'est de l'actuelle réserve écologique Louis-Babel.

1110 Bien que ce geste augmenterait d'environ vingt pour cent (20 %) la superficie de l'île protégée, il faut le mettre en perspective. Ces cent quatre-vingt-dix kilomètres carrés (190 km²) que Kruger est prête à lâcher dans l'aire commune qu'elle possède, aire commune 93-20, ça ne représente qu'un virgule trois pour cent (1,3 %) de la superficie de cette aire commune.

En termes de la province naturelle D, qui englobe la plupart de l'aire commune 93-20, le cent quatre-vingt-dix kilomètres carrés (190 km²) ne représente que zéro virgule zéro neuf pour cent (0,09 %) de sa superficie.

1115 Et comme contribution vers les huit pour cent (8 %) visés à l'échelle du Québec pour 2005, on parle d'une contribution de zéro virgule zéro un pour cent (0,01 %).

1120 Donc en conclusion, cette audience du BAPE sur un projet ponctuel a permis l'ouverture, toujours très restreinte, d'une discussion beaucoup plus large sur la gestion de notre patrimoine forestier. Nous espérons que le rapport de la Commission reflétera bien ce questionnement du statu quo.

1125 Maintenant, nous vous recommandons en premier que le cadre de planification, d'approbation et de gestion de l'exploitation de la forêt publique du Québec soit révisé suivant les pistes que nous venons de décrire.

1130 Et deuxièmement, nous recommandons toujours que toute l'île René-Levasseur soit reconnue comme un joyau unique à préserver dans son état naturel. Si cette option n'est plus possible, nous appuyons en principe les recommandations du mémoire de l'UQCN, que nous avons pris connaissance, mais ces recommandations devraient être discutées dans le cadre d'un processus public de certification pour toute l'aire commune 93-20, processus qui respecterait entre autres les critères environnementaux proposés par le FSC.

1135 Alors ça, c'est la fin de la présentation,

PAR LA PRÉSIDENTE:

1140 Merci, monsieur Burcombe. Nous avons quelques questions pour vous.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

D'accord.

1145 **PAR LA COMMISSAIRE:**

Bonjour monsieur Burcombe, ou plutôt bonsoir. C'est Gisèle Gallichan.

1150 Cette recommandation que vous faites, enfin que vous reprenez puisque nous la trouvons dans l'annexe 1 de votre mémoire, où vous nous déposiez votre prise de position sur le projet de politique de consultation, vous y revenez en disant que les plans généraux d'aménagement forestier devraient être accompagnés d'études d'impact et aussi d'audiences publiques, et aussi, vous pensez que le public devrait être consulté pour les PAIF, les plans annuels d'intervention.

1155 Plusieurs auront spontanément, en réplique, de vous dire, ça va encore allonger le processus!

1160 Comment voyez-vous, dans le temps, l'organisation et la planification d'une telle consultation, sur ces deux (2) types de plans, pour que finalement la vie continue de rouler au même rythme?

PAR M. JOHN BURCOMBE:

1165 On sait que d'autres places vivent avec ces systèmes, je crois que ça devrait pas être trop problématique ici non plus.

1170 C'est toujours le cas, les industriels, on dit que si on assujettit leur projet aux audiences du BAPE, ça va poser des délais trop grands, etc., etc., mais finalement c'était pas si grave qu'ils prévoyaient. Et je pense que c'est la même chose dans la forêt.

1175 C'est mieux de penser et prendre un peu de temps maintenant pour discuter la gestion, avant de tout perdre. Pour nous, on est en train d'avancer dans la forêt sans aucune considération de ce qui est l'effet à long terme.

PAR LA COMMISSAIRE:

1180 Vous dites que vous avez des exemples ailleurs, pouvez-vous nous en donner quelques-uns, où tout cela est maintenant acquis dans le système et dans les habitudes de l'économie de certains pays sans doute que vous pouvez nous donner comme exemple.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

1185 C'est certainement en Colombie-Britannique, où l'affrontement entre le public et l'industrie était beaucoup plus, on peut dire même féroce, qu'ici. Maintenant, une grande partie sont arrivés à des consensus sur les méthodes de coupe et d'exploitation.

1190 Il y a peut-être des modèles d'examinés là, et je peux peut-être fournir de l'information à la Commission là-dessus.

PAR LA COMMISSAIRE:

Merci quant à moi, et madame Journault reprend la parole.

PAR LA PRÉSIDENTE:

1200 Oui, monsieur Burcombe, certains des mémoires, certains signataires des mémoires ont proposé qu'avant l'exploitation forestière sur l'île René-Levasseur, qu'il y ait une reconnaissance, si vous voulez, tant des aspects géologiques que l'aspect biologique, pour s'assurer qu'il n'y ait pas de zones exceptionnelles, de segments de forêts exceptionnelles ou d'éléments géologiques exceptionnels qui pourraient être menacés par une exploitation forestière, dans le but de justement permettre une exploitation forestière mais aussi assurer la protection de la biodiversité, assurer la protection de forêts, de secteurs de forêts exceptionnelles ou d'attraits géologiques exceptionnels.

1205 Comment vous voyez cette proposition?

PAR M. JOHN BURCOMBE:

Bien, c'est certainement nécessaire et visé dans notre présentation.

1210

Je crois que nous pensons que la prescription fournie par le FSC est assez complète, c'est vrai que c'est seulement une ébauche pour le Canada, mais si je comprends bien, il y a déjà en place un système semblable pour l'Ontario et là encore, peut-être que ce sera bon de voir jusqu'à quel point, comment ça marche en Ontario.

1215

PAR LA PRÉSIDENTE:

D'accord.

1220

Alors je vous remercie pour votre témoignage.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

Bonsoir!

1225

PAR LA PRÉSIDENTE:

Bonsoir.

1230

RÉPONSES AUX QUESTIONS PAR LE PROMOTEUR

PAR LA PRÉSIDENTE:

1235

Alors nous allons maintenant - est-ce qu'il y a des rectifications, non?

Alors on va inviter les représentants de l'entreprise Kruger, s'ils veulent bien fournir l'information quant aux questions qui ont été posées cet après-midi.

1240

PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:

Bonsoir madame la Présidente.

1245

Aux deux (2) questions que vous nous avez posées cet après-midi, je vais répondre à la première, en ce qui a trait à la construction des chemins forestiers, en deux (2) temps.

1250

Premièrement, pour ce qui est des rampes au niveau de l'île René-Levasseur, les rampes vont être construites à partir du matériel - comme vous le savez et puis vous l'avez constaté lors de la visite virtuelle qu'on vous a montrée, il y a quand même des fortes pentes de

chaque côté, soit de l'île René-Levasseur et du côté sud du réservoir, donc ces pentes-là devront être abaissées, et on va se servir de ce matériel-là, qu'on va enlever, pour la construction des rampes.

1255 Donc c'est du matériel meuble qui provient de chaque côté de la rampe ou très près des secteurs de la rampe.

1260 Pour ce qui est des chemins qui seront construits sur l'île René-Levasseur, bien, la construction des chemins est réglementée, comme vous le savez, par le Règlement sur les normes d'intervention en milieu forestier. Donc ces chemins-là seront construits de la même façon qu'on le fait en forêt, dans nos autres opérations, c'est-à-dire qu'ils sont bâtis avec le matériel qui est en place, à proximité ou dans l'emprise du chemin.

1265 C'est-à-dire qu'on utilise des pelles mécaniques, et puis on va chercher le bon matériel, c'est du matériel meuble qu'on va chercher, et puis on le place de façon correcte, le meilleur matériel sur le dessus, pour la construction des chemins forestiers.

1270 Ça fait qu'en gros, c'est du remblai et du déblai qu'on fait, dans l'emprise du chemin. Ça fait que c'est pas différent de qu'est-ce qu'on fait ailleurs, c'est de la même manière que tous les chemins forestiers ou à peu près sont construits au Québec.

PAR LA COMMISSAIRE:

1275 Donc il y aurait pas de danger que vous alliez chercher du platine de monsieur Ferland, dont il nous parlait, pour la construction?

En fait, vous n'irez pas creuser, par exemple pour aller chercher de la pierre ou du matériau?

1280 **PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:**

Non, c'est des matériaux meubles qu'on utilise.

PAR LA COMMISSAIRE:

1285 Tout simplement ceux qui sont près de la grève, c'est ça.

PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:

1290 Pour la question des rampes, mais pour la question des chemins forestiers aussi, là.

1295 **PAR LA PRÉSIDENTE:**

Alors monsieur Ferland, vous avez la réponse. Cependant, je vous demanderais, si vous avez des commentaires à donner par rapport à cette réponse-là, de nous les formuler par écrit. D'accord.

1300

PAR LA COMMISSAIRE:

L'autre question, c'était sur l'amarrage.

1305 **PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:**

Pour ce qui est de votre question numéro 2, qui était la question des pattes stabilisatrices au niveau du traversier ou de la barge, notre fournisseur de services ou les fournisseurs de services qu'on a consultés nous suggèrent de laisser tourner les moteurs durant les arrêts au niveau des rampes.

1310

On parle d'un arrêt de sept (7) à dix (10) minutes, c'est quelque chose qui est très répandu au Québec. Le meilleur exemple que j'ai en tête, c'est l'exemple de la traversée Tadoussac-Baie-Sainte-Catherine, où le bateau est amarré mais les moteurs continuent de tourner, parce qu'il y a un arrêt d'environ dix (10) minutes.

1315

C'est quand même, je suis pas un spécialiste, mais je suis pas certain qu'arrêter le moteur de la barge et le redécoller dix (10) minutes plus tard, au niveau efficacité opérationnelle, c'est très efficace.

1320

Par contre, il va y avoir un système d'amarrage avec cordes ou avec câbles qui va être sur la barge, pour des situations extrêmes.

PAR LA COMMISSAIRE:

1325

Des vents ou des vagues plus hautes, c'est ça que vous voulez dire?

PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:

Exact. Ou par exemple, s'il y aurait un retard dû à la température qui serait pas acceptable d'un côté ou de l'autre, et les camions seraient retardés et ça prendrait plus de sept (7) à dix (10) minutes, bien à ce moment-là, s'il y a une délai de vingt (20) minutes ou de trente (30) minutes, l'opérateur va pouvoir amarrer la barge avec des câbles ou des cordes, et puis les moteurs pourront être arrêtés à ce moment-là. Ou en situation extrême, comme vous parlez, au niveau des vents.

1335

PAR LA COMMISSAIRE:

1340

Mais est-ce qu'il y a une évaluation qui a été faite, enfin je ne sais pas quel sera le type de moteur, soit du petit bateau qui accompagnera la barge ou une autopropulsion de la barge, est-ce que ce type de moteur qui roule sans arrêt, pendant ne fut-ce que dix (10) minutes, sans arrêt mais à l'arrêt, est-ce que cela ne provoque pas une certaine pollution?

1345

Parce que, bon, c'est bien sûr que le bassin est vaste, le réservoir est vaste, mais dans le mémoire qui a été présenté cet après-midi, on rappelait qu'on sait qu'un seul litre de carburant pollue des millions de litres d'eau, même si tout ça, comme disait monsieur Demers en première partie d'audience, demeure en flottaison.

1350

Est-ce qu'il y a pas là, est-ce que vous avez évalué cela, cette possibilité que les moteurs, si c'est un moteur - enfin, je suis pas une connaisseuse là-dedans, mais j'ai déjà entendu dire par exemple que les moteurs à deux (2) temps sont des moteurs très polluants, les moteurs qu'on retrouve sur les petits bateaux des pêcheurs, en particulier.

1355

Alors est-ce que le type de moteur que vous aurez est un type de moteur, est-ce que vous avez cette évaluation au niveau de la pollution qu'il pourra générer s'il est, au moment de l'arrêt de la barge, toujours en fonction.

1360

PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:

OK. Bien premièrement, je suis pas un spécialiste non plus au niveau des moteurs. J'ajouterais que je serais très surpris que ce serait un moteur deux (2) temps qu'on utiliserait pour une barge de cette envergure-là.

1365

J'aimerais aussi peut-être vous indiquer...

PAR LA COMMISSAIRE:

1370

Mais ce que je veux dire, c'est que là, j'ai donné cet exemple-là, mais il y a peut-être aussi un autre type de moteur qui serait celui-là qui est également polluant.

1375

Alors comme je ne suis pas plus connaisseuse que vous, ce que je voudrais savoir, est-ce que vous avez, soit par votre consultant ou auprès de votre fournisseur, demandé ces informations-là?

1380

PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:

Je tiendrais à vous rappeler qu'actuellement, on n'a pas de solution définitive qui est retenue. On a des alternatives envisagées pour le choix comme tel de l'équipement final, mais on n'a pas fait de choix final, étant donné que notre projet est pas approuvé pour le moment.

1385

Ça fait qu'on est présentement en évaluation ou en demande d'informations et de soumissions auprès de différents spécialistes et experts qui sont en mesure de nous fournir, qui vont être en mesure de nous fournir une barge pour la traversée sur l'île René-Levasseur.

1390

Ça fait qu'actuellement, je peux pas vous répondre. Par contre, je sais pas si, Denis, tu as des discussions que tu as eues, que tu pourrais peut-être ajouter, avec nos différents fournisseurs de services avec lesquels on travaille.

PAR LA COMMISSAIRE:

Mais vous tenez compte de cette préoccupation.

1395

PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:

Oui, et puis j'aimerais aussi vous rappeler qu'on va utiliser des équipements qui sont éprouvés, comme par exemple il se fait un peu partout ailleurs au Québec.

1400

Ça fait qu'on travaillera pas avec des équipements nouveaux ou différents de ce qui se fait ailleurs comme traversée.

PAR M. DENIS BEAULIEU:

1405

Oui, certain qu'on a jaser avec plusieurs fournisseurs de services, comme vous demandiez tantôt la question.

1410

Il y en a plusieurs qui nous ont offert, pour commencer, débiter, on va commencer avec un genre de "tug" avec un moteur diesel d'au moins neuf cents (900) hp, neuf cents (900) forces de moteur pour être capable de pousser une barge de l'envergure qu'on a, avec deux (2) camions.

1415

Il y en a plusieurs qui nous sont revenus après, ils ont dit, vu l'envergure du projet et toute la durée du projet, ils parlent de nous mettre un autre genre de moteur à l'intérieur de la barge, pour fournir le service adéquat à toutes les questions qu'on pouvait avoir, comme après-midi, reliées à tout le côté environnemental, toutes les questions.

1420

Ça veut pas dire que le "tug" va être là définitif, il peut être là seulement pour une période. Ça a été fourni par plusieurs fournisseurs de services qui nous ont expliqué ça.

PAR LA COMMISSAIRE:

1425

Je comprends que vous venez de nous parler d'un autre mécanisme de moteur, d'une autre propulsion qui serait là pendant un certain temps, en plus de petit bateau qui, peut-être, serait là en permanence pour faire...

PAR M. DENIS BEAULIEU:

Non, ça va être un ou l'autre.

1430

Le premier bateau, le premier petit "tug", va commencer à faire le service. Après ça, là ça va être un autre système de propulsion qui est plus adéquat pour les services qui vont avoir été évalués. Parce que là, il y en a pas présentement.

1435

Ça fait qu'eux autres aussi vont faire l'étude en même temps, et puis ils nous ont présenté d'autres manières d'agir, de mettre la barge autopropulsée par elle-même.

PAR LA COMMISSAIRE:

Ah bon, je comprends.

1440

PAR LA PRÉSIDENTE:

D'accord. On vous remercie pour ces réponses.

1445

Si on a d'autres questions, on va vous les fournir par écrit. On apprécie beaucoup la diligence que vous apportez à répondre aux questions de la Commission, parce que vous comprendrez que dès lundi, on commence à écrire.

1450

PAR M. JEAN-FRANÇOIS MÉRETTE:

On va vous répondre aussi aux questions que vous nous avez demandées ou les commentaires que vous nous avez demandés suite au mémoire de l'UQCN.

1455

PAR LA PRÉSIDENTE:

C'est bien, merci beaucoup.

1460

MOT DE LA FIN

PAR LA PRÉSIDENTE:

1465

Alors ceci termine l'audience publique. Il y a pas de rectifications, c'est donc dire que les gens ont témoigné aussi avec beaucoup de respect, et puis on le souligne, une belle écoute mutuelle. Je pense que c'est vraiment particulier, tout le travail qui a été fait ici.

1470

On vous remercie, et puis c'est à nous maintenant de travailler. On va tenter de faire un rapport complet.

Alors on vous remercie beaucoup. S'il y a des choses que vous voulez nous souligner dans les prochaines semaines, on va se faire un plaisir de vous lire et d'intégrer tout ça dans notre rapport.

1475 Merci.

1480

1485 Je, soussignée, FLORENCE BÉLIVEAU, sténotypiste officielle, certifie sous mon serment d'office que le texte qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténotypiques.

1490

FLORENCE BÉLIVEAU,
Sténotypiste officielle.